

# La quête du père du soldat Shalit passe par la France

Pierre Prier

22/08/2008 | Mise à jour : 22:01 | Commentaires 6



C'est pour demander aux autorités françaises ce qu'elles ont fait pour son fils que Noam Shalit est arrivé en France (Photo AFP).

**Enlevé le 25 juin 2006 par le Hamas, le soldat franco-israélien est au centre de nombreuses tractations.**

NOAM SHALIT continue sa quête en France, au nom de son fils. Le soldat israélien Gilad Shalit, détenu au secret par le Hamas depuis le 25 juin 2006, n'a donné pour toutes nouvelles que deux lettres en deux ans. Son père devrait être reçu au ministère des Affaires étrangères, après avoir rencontré vendredi Jean-David Levitte, le conseiller diplomatique de Nicolas Sarkozy.

La visite à l'Élysée représente le deuxième contact officiel de Noam Shalit, qui possède la double nationalité française et israélienne, tout comme son fils. Il s'est entretenu en juin dernier avec Nicolas Sarkozy, qui lui a promis que la France « n'oubliait pas » Gilad. C'est pour « faire le point » et « demander aux autorités françaises ce qu'elles ont fait pour son fils » que Noam Shalit se rend en France, affirme l'avocat parisien Stéphane Zerbib, qui représente les intérêts de Gilad Shalit en compagnie de Me Emmanuel Altit.

Ces deux juristes ont décidé d'appliquer au cas du jeune caporal la méthode rodée par eux dans le dossier des infirmières bulgares prisonnières en Libye : prendre les États et les opinions publiques à témoin. « Nous cherchons à établir un rapport de force », assure Me Stéphane Zerbib. L'avocat estime avoir remporté une première victoire : « imposer l'idée que Gilad Shalit est un otage ». D'ailleurs, Noam Shalit devait rencontrer également le comité de libération d'Ingrid Betancourt, avec laquelle il souhaite établir un parallèle.

## Négociateurs égyptiens

Les avocats de Gilad Shalit étendent pourtant leurs contacts à ceux pour qui Gilad Shalit est au contraire un prisonnier de guerre, destiné à être échangé. Me Zerbib montre une lettre, écrite dans un anglais châtié, du « ministre des Affaires étrangères » et homme fort du Hamas à Gaza, Mahmoud Zahar, qui se déclare ravi de recevoir les défenseurs dans son bureau, à 11 heures précises.

Le Hamas demande la libération de plusieurs centaines de prisonniers palestiniens en échange de Shalit. L'invitation date de mai dernier. Elle n'avait pu être honorée pour cause de guerre : Israël bombardait la bande de Gaza, en représailles à l'envoi d'un missile palestinien sur un centre commercial d'Ashkelon, la ville israélienne voisine. Mais les avocats n'abandonnent pas. « Nous irons bientôt à Gaza », affirme Me Zerbib. Ils ont l'intention de plaider auprès des ravisseurs l'aspect humanitaire du dossier. Obtenir, par exemple, des visites régulières de la Croix-Rouge représenterait un premier succès. « L'intervention d'un tiers sans appartenance politique peut débloquer les choses », assure l'avocat.

Les deux juristes ont également rencontré l'équipe de négociateurs égyptiens en charge de l'affaire et doivent retourner bientôt au Caire. Ils tentent de faire entendre la voix d'une famille placée au cœur d'une manipulation complexe. « Noam Shalit se rend compte que son intérêt diverge, à un moment, de celui des acteurs étatiques », constate Me Zerbib. La guerre ouverte entre le Hamas et le Fatah du président Mahmoud Abbas complique un éventuel échange, dont chacun des deux mouvements voudrait se prévaloir. À l'extérieur, la Syrie, où réside un dirigeant important du Hamas, Khaled Mechaal, pourrait chercher à s'imposer dans les négociations, contrecarrant les efforts de l'Égypte. Un dédale proche-oriental auprès duquel la libération d'Ingrid Betancourt apparaît comme un jeu d'enfant.

